Statuts de l'Association sans but lucratif "Natmur"

CHAPITRE Ier

Dénomination, siège social, durée, but social et objet

Article 1er . L'association sans but lucratif (en abrégé ASBL) est dénommée « Natmur » .

Art. 2. Son siège social est **établi sur le territoire de la Région wallonne, province de Namur.**

L'adresse de son site internet est <https://www.natmur.be> et son adresse électronique est la suivante : naturisme@natmur.be.

Art. 3. La durée de l'association est illimitée.

Art. 4. But social et objet

L'association a pour but la pratique du naturisme selon la définition adoptée par la fédération naturiste internationale lors du Congrès Mondial, qui s'est tenu en 1974, à savoir : «le naturisme est une manière de vivre en harmonie avec la nature, caractérisée par une pratique de la nudité en commun qui a pour but de favoriser le respect de soi-même, le respect des autres et celui de l'environnement ».

Elle poursuit la réalisation de ce but en menant, par la contribution de ses membres, les activités suivantes dont la liste n'est pas limitative : la pratique de toute activité sportive ou de plein air, l'organisation et la participation à des événements, journées, rencontres interclubs ou repas conviviaux, le tout dans l'esprit défini par le Règlement d'ordre Intérieur.

L'association peut recevoir toute aide ou contribution matérielle ou financière, de personne morales, publiques ou privées, ou de personnes physiques. Les fonds et matériels ainsi récoltés doivent servir exclusivement à la réalisation du but social. L'association peut prêter son concours et s'intéresser à toutes activités poursuivies par des organisations qui poursuivent un but similaire.

CHAPITRE II

Membres

Art. 5. L'association est composée de membres adhérents et de membres effectifs, qui sont tenus de respecter les statuts, le règlement d'ordre intérieur, les décisions prises en assemblée générale, ainsi que les règles de l'honneur et de la bienséance.

Art. 6. Conditions d'admission des membres adhérents

Sont membres adhérents les personnes qui désirent aider l'association et/ou participer aux activités de l'association. Afin d'être admises en cette qualité, elles s'engagent à en respecter les statuts, et sont admises par l'organe d'administration statuant à la majorité des deux tiers.

Toute personne désirant devenir membre adhérent de l'association doit adresser une demande écrite à l'organe d'administration.

Les membres adhérents n'exercent pas les droits sociaux, mais à cette exception près, participent à tous les avantages que peut procurer l'association et prennent part à ses charges, dans les limites définies par l'assemblée générale ou par l'organe d'administration.

Art.7. Conditions d'admission des membres effectifs

Le nombre de membres effectifs est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois. Dans tous les cas, le nombre de membres effectifs est supérieur au nombre d'administrateurs. Les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts.

Pour être membre effectif, il faut être un membre adhérent dont la candidature doit satisfaire aux conditions suivantes :

- introduire une demande écrite motivée à l'organe d'administration ;
- avoir antérieurement été accepté comme membre adhérent depuis plus d'un an à la date de l'assemblée générale ;
- s'être présenté comme visiteur au minimum six fois dans le courant de l'année écoulée à une activité organisée par l'association et ce, dans le respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur

L'organe d'administration rendra un avis qu'il présentera à l'Assemblée générale qui statuera à la majorité absolue.

La présence à l'assemblée générale du candidat est requise.

Art. 8. Démission et exclusion

Les membres effectifs et adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit à l'organe d'administration.

Est réputé démissionnaire :

- Le membre effectif ou adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe dans le délai fixé par l'organe d'administration.

- Le membre effectif ou adhérent qui ne remplit plus les conditions d'admission .

Le membre effectif qui n'assiste pas à deux assemblées générales consécutives sauf si son excuse est notifiée au siège social 24 heures au moins avant l'assemblée générale, perd sa qualité de membre effectif. Le membre effectif qui perd cette qualité, retrouve la qualité de membre adhérent.

L'organe d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres effectifs ou adhérents qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois ou dont l'attitude publique est manifestement en opposition avec les intérêts et l'esprit de l'association

L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent est prononcée par l'assemblée générale. Cette dernière ne peut valablement se prononcer que si l'exclusion est explicitement indiquée dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. L'exclusion est prononcée au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, après que le membre ait été entendu, s'il le désire. Dans ce cas, les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas prises en compte, ni au numérateur, ni au dénominateur.

Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

Art.9. Incompatibilités

Une association ayant un objet similaire à celui de « Natmur » peut être considérée comme concurrente. La participation à la création d'une telle association, l'acquisition de la qualité de membre effectif, d'administrateur ou plus généralement l'exercice de toute fonction dirigeante équivalente dans une telle association sont incompatibles avec la qualité de membre effectif ou d'administrateur de « Natmur ».

Tout membre effectif qui ne respecte pas cette règle perd d'office sa qualité de membre effectif et, le cas échéant, celle d'administrateur de « Natmur » et en redevient membre adhérent. Toutefois, cette sanction n'est pas applicable au membre de « Natmur » qui a obtenu préalablement l'accord écrit de l'organe d'administration.

Art. 10. Cotisation

Le montant de la cotisation annuelle des membres effectifs et des membres adhérents est fixé par l'organe d'administration sans pouvoir être supérieur à 625 euros.

L'organe d'administration a la possibilité de proposer à l'ensemble des membres effectifs et adhérents le versement d'une cotisation exceptionnelle pour la réalisation d'un but défini.

Art.11 Registre des membres

L'association tient un registre des membres effectifs et adhérents, sous la responsabilité de l'organe d'administration. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres. Toute décision d'admission, de démission ou d'exclusion de membres effectifs est inscrite au registre à la diligence de l'organe d'administration endéans les huit jours de la connaissance que l'organe a eue de la ou des modifications intervenues. Tous les membres peuvent consulter ce registre, au siège de l'association et sans déplacement du registre, sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration.

Art. 12 Responsabilité.

Les membres ne sont pas tenus responsables des engagements pris au nom de l'association.

CHAPITRE III

Organe d'administration

Art. 13. Composition

L'association est administrée par un organe d'administration, composée de trois membres au moins et de neuf membres au plus, Toutefois, si seules trois personnes sont membres de l'association, l'organe d'administration n'est composé que de deux personnes. Le nombre d'administrateurs doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association. Les membres sont nommés par l'assemblée générale.

Lors de l'assemblée générale, il est également procédé à l'élection de maximum neuf administrateurs suppléants. Ceux-ci seront appelés à siéger à l'organe d'administration en cas de défection d'un ou plusieurs administrateur(s) titulaire(s). Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que pour les administrateurs titulaires.

Art. 14. Durée et fin du mandat

La durée du mandat est de trois ans. Les administrateurs sortants à l'expiration de leur mandat, sont rééligibles. Le nombre de mandats consécutifs est limité à deux. En cas de nécessité, l'assemblée générale peut déroger à cette disposition par un vote majoritaire. Le renouvellement a lieu de préférence par tiers.

Tant que l'assemblée générale n'a pas pourvu au remplacement ou à la réélection des administrateurs dont le mandat est arrivé à son terme, ceux-ci restent en fonction. Le mandat des administrateurs n'expire que par l'échéance du terme, décès, démission ou révocation.

Si le décès d'un administrateur a pour effet de porter le nombre d'administrateurs à un nombre inférieur au minimum légal ou statutaire, une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour pourvoir au remplacement dudit administrateur. Tout administrateur est révocable en tout temps par décision de l'assemblée générale, sans qu'elle ne doive justifier sa décision. Si nécessaire, l'assemblée générale pourvoit au remplacement de l'administrateur révoqué.

Art.15. Démission

Tout administrateur qui veut démissionner, doit signifier sa démission par écrit à l'organe d'administration. En cas de démission d'un administrateur, l'assemblée générale est convoquée pour pourvoir à son remplacement. Si la démission a pour effet de porter le nombre d'administrateurs à moins de trois le nombre d'administrateurs, l'administrateur reste en fonction jusqu'à son remplacement.

En cas de vacance d'un mandat, l'administrateur éventuellement nommé par l'assemblée générale pour y pourvoir, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Tout administrateur qui n'aura pas obtenu la décharge pour sa gestion lors de l'assemblée générale qui se prononce à ce sujet, sera considéré d'office comme étant démissionnaire et ne pourra pas se représenter comme candidat à la réélection durant les trois années suivantes.

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de l'association, que de l'exécution de leur mandat.

Un administrateur absent à plus de deux réunions consécutives de l'organe d'administration ou qui n'aurait pas rempli sa mission pendant plus de trois mois sans s'être excusé, par un écrit adressé au (co)président ou secrétaire, ou avoir donné procuration, est présumé démissionnaire. Il reste toutefois responsable en tant qu'administrateur, tant que sa démission n'a pas été actée par l'assemblée générale.

Art. 16. Fonctionnement.

L'organe d'administration se réunit sur convocation du président, du ou des coprésidents ou de deux administrateurs au minimum quatre fois par an, chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent ou à la demande d'un administrateur.

Il est collégial et prend valablement ses décisions quand celles-ci sont prises en réunion, dans le respect des quorums de présence et de vote prévus dans les présents statuts. L'organe d'administration peut désigner en son sein un président, éventuellement un ou deux co-présidents, un trésorier et un secrétaire. Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

Les réunions de l'organe d'administration sont présidées par l'administrateur désigné à cet effet.

Les membres effectifs peuvent assister à ces réunions pour autant qu'ils aient prévenu le président ou coprésident de leur présence.

Si la réunion est, en tout ou en partie, consacrée à des membres en particulier, la présence de toute personne extérieure à l'organe d'administration et au Conseil d'Éthique-Comité des Sages tel que prévu par le règlement d'ordre intérieur, peut être refusée ou écourtée.

Art.17 - Quorums de présence et de vote

L'organe d'administration ne peut statuer que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents ou valablement représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés valablement.. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur ou un administrateur suppléant, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus d'une procuration écrite.

Art. 18 – Conflit d'intérêt

Un administrateur qui, dans le cadre d'une décision à prendre, a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à celui de l'association, doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration qui doit prendre cette décision. Il n'est pas permis à l'organe d'administration de déléguer cette décision.

L'administrateur visé par le conflit d'intérêts décrit à l'alinéa précédent ne peut prendre part aux délibérations de l'organe d'administration concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateurs présents ou représentés est en position de conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'assemblée générale. En cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'organe d'administration peut les exécuter.

Le présent article n'est pas applicable lorsque les décisions de l'organe d'administration concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous les garanties normales du marché pour des opérations de même nature.

Un administrateur qui, dans le cadre d'une décision à prendre, a un intérêt de nature morale qui est opposé à celui de l'association, doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. S'il néglige de le faire, tout autre administrateur qui serait au courant de ce conflit doit le communiquer à l'organe d'administration avant que le débat n'ait lieu. L'organe d'administration décide, par un vote auquel l'administrateur concerné ne peut prendre part, si celui-ci peut ou non participer au débat et au vote. La décision de l'organe doit être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il n'est pas permis à l'organe d'administration de déléguer cette décision.

Art.19 - Registre des procès-verbaux

Les décisions de l'organe d'administration sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par tous les administrateurs. Ce registre est conservé au siège social où les membres effectifs peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration, mais sans déplacement du registre.

Art. 20. Pouvoirs

L'organe d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'association tel que défini ci-dessus. Sont exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou par les présents statuts à celle de l'assemblée générale.

Art.21. Gestion journalière

Les actes de gestion journalière ou gestion courante de l'association sont confiés au président, au(x) coprésident(s), au secrétaire et au trésorier. L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association avec usage de la signature sociale afférente à cette gestion, à un administrateur qui pourra recevoir et payer tous chèques, recevoir et payer tous mandats et quittances. Cette délégation est en tout temps révocable.

L'organe d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature y afférente, à l'un ou plusieurs membres ou administrateurs de l'association, ou à l'un ou plusieurs tiers. Pour que l'association soit valablement représentée à l'égard des tiers, il suffit des signatures de deux membres de l'organe d'administration, dont obligatoirement celle, soit du (co) président, soit du secrétaire, soit du trésorier, sans que ceux-ci aient à justifier de leurs pouvoirs.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration. Dans tous les cas, les actes de gestion journalière ne dépassent pas 500 euros montant maximal, en fonction de la réalité de l'association.

Art.22. – Représentation générale de l'association

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par deux administrateurs. Ils agissent conjointement.

Les actes qui engagent l'association, autres que de gestion journalière, sont signés conjointement, à moins d'une délégation spéciale de l'organe, par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Art.23 - Publications

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs et des personnes déléguées à la gestion journalière comportent leurs nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance .

Tous les actes sont déposés dans les plus brefs délais au greffe.

Art. 24.- Responsabilité des administrateurs

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Ils ne sont responsables que des fautes commises dans l'accomplissement de la mission qui leur a été confiée. Les administrateurs exercent leur mandat à titre gratuit. Ils peuvent être remboursés des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leur mandat.

CHAPITRE IV

Assemblée générale

Art. 25. Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association. Elle est présidée par le membre ou l'administrateur désigné à cet effet par l'assemblée.

Les membres adhérents peuvent également participer à l'Assemblée Générale. Ils peuvent participer aux débats, mais n'ont pas de droit de vote. Pour des raisons de bonne organisation, leur nombre pourra être limité et ils sont priés d'annoncer leur présence au moins une semaine à l'avance.

Toute personne peut être invitée à l'assemblée générale, pour autant qu'elle ait été acceptée par l'organe d'administration statuant à la majorité des deux tiers.

Art. 26. Pouvoirs

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Une décision de l'assemblée générale est exigée pour :

- La modification des statuts
- L'approbation des comptes annuels et du budget
- La nomination et la révocation des administrateurs ainsi que les conditions financières et autres de l'éventuelle rémunération du mandat d'administrateur ;
- La décharge à octroyer aux administrateurs ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs
- L'admission des membres effectifs et l'exclusion des membres effectifs ou adhérents
- La dissolution volontaire de l'association
- la transformation de l'association en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée
- Effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité
- Tous les cas où les statuts l'exigent.

Elle entend les rapports de l'organe d'administration et des vérificateurs aux comptes.

Art. 27. Fonctionnement

Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année dans le courant **du 1er trimestre** qui suit la clôture des comptes et de préférence dans le courant du mois de mars .

Les membres effectifs sont convoqués aux assemblées générales par courrier postal ou électronique, envoyé par l'organe d'administration, et adressé 15 jours au moins avant l'assemblée sauf urgence. La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure, le lieu de la réunion et les documents. Les documents dont il sera question à l'assemblée générale doivent être rendus accessibles.

Toute proposition signée par un vingtième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour, pourvu que cette proposition soit communiquée à l'organe d'administration au minimum 21 jours à l'avance.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision de l'organe d'administration ou à la demande d'un cinquième des membres effectifs au moins adressée au Président ou coprésident. Dans ce dernier cas, l'organe d'administration convoque l'assemblée générale dans les 21 jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard dans les 42 jours qui suivent cette demande.

Dans l'éventualité où il y aurait divergence d'opinion au sujet de la séquence des points portés à l'ordre du jour entre le groupe de membres demandant la réunion d'une assemblée extraordinaire et l'organe d'administration, c'est l'assemblée générale qui établira souverainement par vote en début de séance, la séquence définitive des points portés à l'ordre du jour.

Tout membre qui adresse une interpellation est tenu de venir la présenter personnellement lors de l'Assemblée Générale. À défaut, l'interpellation ne sera pas examinée par l'Assemblée Générale.

Art. 28. Quorum de présences et de votes

Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un autre membre effectif, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus d'une procuration écrite.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée générale ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents ou représentés.

Si ce quorum de présence n'est pas atteint lors de la première réunion, il doit être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde réunion est convoquée dans le respect du délai indiqué dans les présents statuts

Les décisions sont prises à la majorité **absolue** , des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Chaque membre effectif dispose d'une voix.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de parité des voix, le point est reporté à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale.

Le vote se fait à main levée, sauf si une majorité des membres effectifs présents demande que le scrutin soit secret. Lorsque le vote porte sur des décisions concernant des personnes, le scrutin est toujours secret.

Art.29 – Modification des statuts

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Les modifications sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification qui porte sur le but social ou l'objet de l'association ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion de l'assemblée générale qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et qui pourra adopter les modifications à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés pour les modifications concernant le but social ou l'objet de l'association, et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés pour toutes les autres modifications.

La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion. Lorsque l'assemblée générale statue sur des modifications statutaires, les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Art. 30. Registre des procès-verbaux et publications

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux, signés au moins par les représentants généraux de l'association ainsi que par tous les membres et administrateurs qui le désirent. Le procès-verbal de l'assemblée générale sera mis à la disposition des membres au plus tard un mois après la tenue de l'assemblée générale.

Ce registre est conservé au siège social où les membres effectifs peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration, mais sans déplacement du registre. Les décisions d'ordre individuel sont éventuellement portées à la connaissance des tiers, qui justifient d'un intérêt, par courrier signé par l'administrateur désigné à cet effet. Les décisions relatives aux modifications statutaires, à la nomination et révocation des administrateurs et des délégués à la gestion journalière ainsi qu'à la dissolution ou à la transformation de l'association sont déposées sans délai au greffe du tribunal de l'entreprise compétent pour être publiées au Moniteur belge.

CHAPITRE V

Comptes et budgets

Art. 31. Exercice social et tenue des comptes

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

L'organe d'administration établit les comptes de l'année écoulée selon les dispositions prévues au Livre 3 du Code des sociétés et des associations et au Livre III, Titre 3, Chapitre 2 du Code de droit économique, ainsi que le budget de l'année suivante et les soumet à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

L'assemblée générale désigne deux vérificateurs chargés de vérifier les comptes. Ils sont nommés pour une durée d'un an et peuvent être réélus.

Tout administrateur réputé démissionnaire pour ne pas avoir obtenu la décharge ne peut se présenter et être désigné en tant que vérificateur aux comptes durant les trois années qui suivent le vote de refus de la décharge.

CHAPITRE VI

Règlement d'ordre intérieur

Art. 32. Adoption et modification du règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur est établi par l'organe d'administration qui le présente à l'assemblée générale pour approbation et pour toutes modifications éventuelles. La dernière version approuvée du

règlement d'ordre intérieur est disponible au siège de l'association. Il peut être obtenu sur simple demande écrite adressée à l'organe d'administration. Et est consultable sur le site web de l'association.

Art.33. L'organe d'administration peut créer des sections et désigner des délégués régionaux ou encore constituer des groupes de réflexion dont la composition et le mode de fonctionnement sont décrits dans le règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE VII

Art. 34. Dissolution, liquidation

Sauf dissolution judiciaire, seule l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de l'association conformément au Livre 2, Titre 8, Chapitre 2 du Code des sociétés et des associations. Dans ce cas, l'assemblée générale désigne deux liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération éventuelle, et indique l'affectation à donner à l'actif net.

Art.35. Affectation de l'actif net restant

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, après l'apurement des dettes, l'actif net sera affecté à une association qui poursuit les mêmes buts ou à une autre fin désintéressée, à désigner librement par l'assemblée générale prononçant la dissolution.

CHAPITRE VIII

Dispositions finales

Art. 36. Application du Code des sociétés et des associations

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par le Code des sociétés et des associations, et pour ce qui concerne la tenue de la comptabilité, par le Livre III, Titre 3, Chapitre 2 du Code de droit économique.